

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE

SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL

SESSION 2015

HISTOIRE-GEOGRAPHIE

Durée : 2 heures 30

Coefficient : 2

Ce sujet comporte 10 pages numérotées de 1/10 à 10/10.

Les calculatrices ne sont pas autorisées.

Le candidat doit répondre à toutes les questions de la 1^{ère} partie.

10 points

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices de la 2^{nde} partie.

10 points

PREMIÈRE PARTIE

Questions d'histoire

1. Citez deux acteurs majeurs de la guerre froide.
(2 points)
2. Parmi les périodes suivantes, indiquez celle qui marque le début de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne :
 - les années 1920
 - les années 1950
 - les années 1980(1 point)
3. À l'aide de deux arguments, justifiez l'affirmation suivante :
« La constitution de la Vème République renforce le pouvoir exécutif »
(2 points)

Questions de géographie

1. Parmi les propositions suivantes, relevez deux pays émergents dans la mondialisation :

Côte d'Ivoire	Canada	Grèce
Brésil	Indonésie	Inde

(1 point)
2. Définissez la « division internationale du travail ».
(2 points)
3. Proposez deux manifestations de la présence de la France dans le monde.
(2 points)

SECONDE PARTIE

*Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices.
Exercices portant sur les sujets d'étude du programme d'histoire.*

Exercice n°1. Sujet d'étude : Berlin, une ville dans l'histoire de 1945 à nos jours.

Document 1 : Les États-Unis et le blocus de Berlin

Deux semaines après le début du blocus de Berlin par l'URSS le 24 juin 1948, les États-Unis adressent au gouvernement soviétique cette note du 6 juillet 1948 :

Le gouvernement des États-Unis désire attirer l'attention du gouvernement soviétique sur la situation internationale extrêmement sérieuse qui résulte des actions de ce dernier, qui, en imposant des mesures restrictives sur les transports, a provoqué un blocus contre les secteurs de Berlin occupés par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Le gouvernement des États-Unis considère ces mesures de blocus comme une violation flagrante des accords existants sur l'administration de Berlin par les quatre puissances d'occupation.

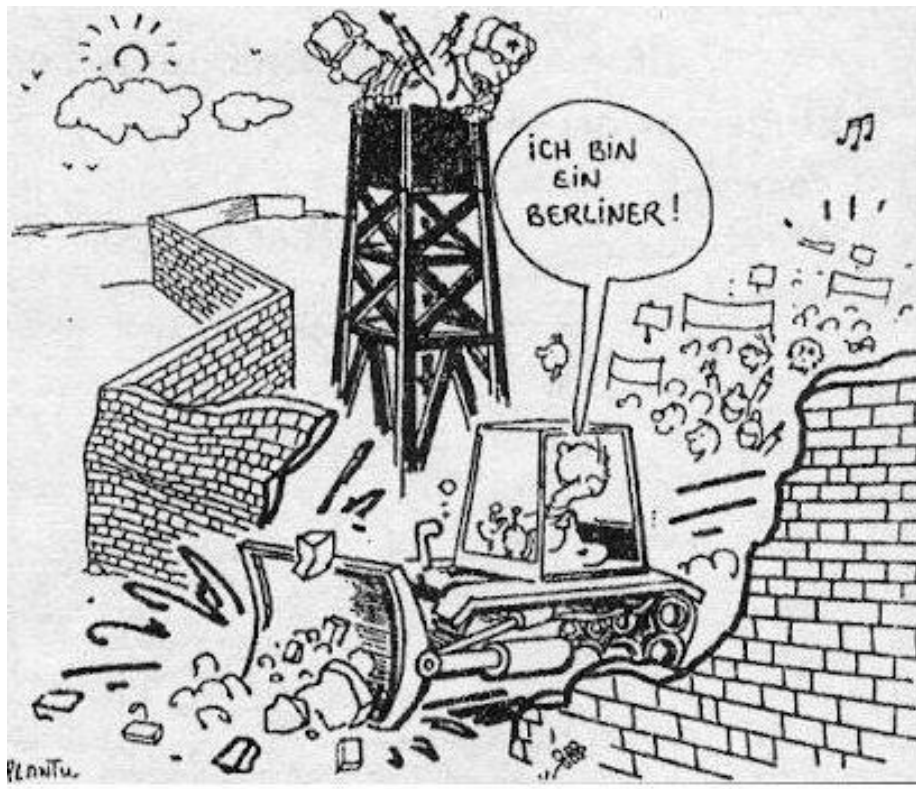
Les droits des États-Unis en tant que puissance d'occupation conjointe de Berlin découlent de la défaite totale et de la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne. Les accords internationaux conclus dans ce contexte par les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Union soviétique, ont défini les zones en Allemagne ainsi que les secteurs occupés par ces puissances à Berlin. Ils ont établi un contrôle quadripartite de Berlin sur la base de relations de bon voisinage que le gouvernement des États-Unis désire réellement poursuivre.

Ces accords impliquaient le droit de libre accès à Berlin. [...]

La responsabilité de notre gouvernement d'assurer le bien-être physique et la sécurité de la population allemande dans son secteur de Berlin a un caractère éminemment humanitaire. La population compte des centaines de milliers de femmes et d'enfants dont la santé et la sécurité dépendent de la disponibilité permanente d'une infrastructure adéquate pour l'acheminement de la nourriture, des fournitures médicales ainsi que d'autres articles indispensables pour maintenir en vie la population des secteurs occidentaux de Berlin. Les droits de l'homme les plus élémentaires, que nos deux gouvernements se sont engagés solennellement à respecter, sont menacés par ces restrictions. Il est inacceptable qu'une quelconque autorité d'occupation tente d'imposer un blocus sur la population de Berlin.

Source : Department of State, *A Decade of American Foreign Policy, Basic Documents 1941-1949*, Washington : Department of State Printing Office, 1985, p. 934-936.

Traduction Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE)



Caricature de Plantu, dans *Le Monde*

Questions :

1. Comment le gouvernement américain analyse-t-il la situation de Berlin et de ses habitants en 1948 ? (Document 1)
2. Précisez la réaction des États-Unis face à cette situation. (Document 1)
3. Citez deux événements importants de l'histoire du Mur de Berlin évoqués par la caricature. (Document 2)
4. Expliquez comment l'histoire de Berlin illustre l'évolution des relations internationales entre 1945 et 1989. (Documents 1 et 2)

Exercice n°2. Sujet d'étude : L'Espagne : de la dictature à la démocratie et à l'intégration communautaire (1975 à nos jours).

Document : L'Espagne en 1981 : la démocratie en danger

Près de trois millions d'Espagnols, dont la moitié à Madrid, ont manifesté hier dans tout le pays pour condamner la tentative de putsch de lundi dernier et pour soutenir « la liberté, la démocratie et la constitution ».

À Madrid, le cortège, qui a parcouru les principales avenues du centre de la capitale — un itinéraire de trois kilomètres aboutissant au palais des Cortès —, avait à sa tête les dirigeants des quatre principaux partis politiques, Gauche et Droite confondues. Dans un geste symbolique, avant le début de la marche, MM. Manuel Fraga, leader du parti conservateur « Alliance populaire », et Marcelino Camacho, secrétaire général du syndicat communiste « Commissions ouvrières », se sont serré la main. Il y a huit ans, M. Fraga faisait partie du gouvernement franquiste tandis que M. Camacho était en prison.

MM. Fraga, Camacho, les centristes Agustin Rodriguez Sahagun et Rafaël Calvo Ortega, respectivement président et secrétaire général du parti gouvernemental « UCD », MM. Felipe Gonzalez et Santiago Carrillo, secrétaires généraux des Partis socialiste (PSOE) et communiste (PCE) portaient une immense banderole sur laquelle était inscrit : « Pour la liberté, la démocratie et la constitution », slogan de cette manifestation de masse.

M. Felipe Gonzalez a estimé que le nombre de Madrilènes descendus dans la rue était compris entre 1500.000 et deux millions. Selon la police, les manifestants étaient un million et demi. « C'est la plus grande manifestation de toute l'histoire de la capitale », a dit le maire socialiste de Madrid, M. Enrique Tierno Galvan. À l'heure où, dans toute l'Espagne, les cortèges organisés dans les principales villes commençaient à se disperser, il n'était pas encore possible de se faire une idée précise de leur ampleur, mais les chiffres donnés par la police s'additionnaient de façon impressionnante : 300 000 à Barcelone, 100 000 à Oviedo, 90 000 à Saragosse, 60 000 à Séville, 40 000 à Malaga, autant à Grenade. [...]

Le souvenir de la guerre civile et de quarante ans de dictature, ressuscité lors de la longue nuit de lundi, a plané sur la ville. Pour le conjurer, les Madrilènes de toutes opinions — excepté l'extrême-droite — ont fraternisé au coude à coude, dans une cohue telle que, sur la plupart du parcours, les badauds eux-mêmes étaient emportés par la marée humaine.

Aucun autre incident ne s'est produit après l'explosion de quatre bombes en bordure du trajet de la marche, une bonne heure avant le passage de la tête du cortège. Dans le public, des couples s'embrassaient, les larmes aux yeux, et des vivats jaillissaient au passage d'une banderole aux couleurs du drapeau espagnol qui proclamait : « Viva el rey »¹.

Dans le discours mis au point par les organisateurs et lu au micro, devant le Parlement, deux phrases se sont détachées : « Le peuple espagnol sait que son roi a été à la hauteur historique des circonstances » et « Nous demandons que les responsabilités de ceux qui ont exécuté, inspiré, aidé ou couvert les graves attentats commis contre notre système de libertés soient clairement établies ».

Article de l'Agence France Presse, *Le Provençal*, 28 février 1981.

¹ « *Viva el rey* » : Vive le roi

Questions :

1. Expliquez pourquoi les Espagnols manifestent en février 1981.
2. Décrivez la réaction de la classe politique espagnole face à cette situation.
3. Présentez le rôle du roi Juan Carlos dans l'installation de la démocratie en Espagne.
4. Montrez que 1981 a été une étape essentielle dans le processus démocratique en l'Espagne.

Exercice n°3. Sujet d'étude : Transports et routes maritimes.

Document 1 : « Sur les eaux du canal de Panama, un centenaire en pleine expansion »

Panama a fêté vendredi les 100 ans de son célèbre canal, construction emblématique du XXe siècle qui a bouleversé le commerce mondial en reliant les océans Atlantique et Pacifique, mais qui doit désormais se moderniser pour faire face à la concurrence. [...]

Chaque année, le long des rives où foisonne une jungle luxuriante, 14 000 bateaux entament une lente traversée qui dure en moyenne 10 heures, puis rejoignent 1 700 ports dans 160 pays. Le petit pays d'Amérique centrale, placé sur la carte du monde grâce à cette voie par où transite 5 % du commerce maritime mondial, en a récupéré la gestion des États-Unis le 31 décembre 1999.

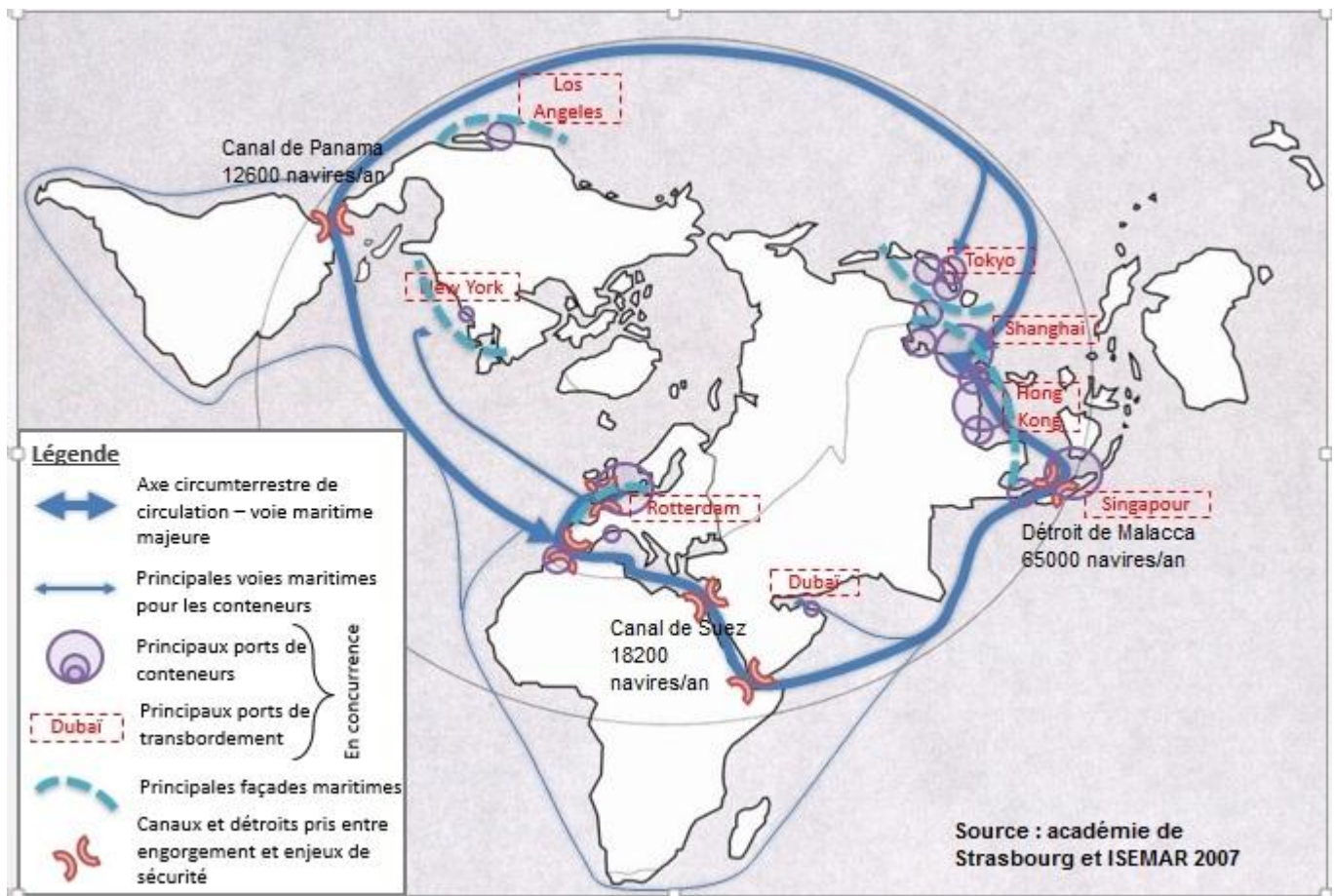
Désormais, c'est lui qui est chargé de la prochaine étape : l'élargissement. Un chantier pharaonique, démarré en 2007 et d'un budget de plus de quatre milliards d'euros, qui équipera le canal d'un troisième jeu d'écluses, permettant le passage de navires transportant 12 000 à 15 000 conteneurs, contre 5 000 actuellement, pour doubler le transit à 600 millions de tonnes/an.

Le projet, déjà accompli aux trois quarts, accumule un retard de plus d'un an : prévu pour célébrer dignement ce 100e anniversaire, il ne devrait finalement être mis en service qu'en 2016, ralenti notamment par une dispute avec le consortium chargé des travaux, dirigé par l'espagnol Sacyr, qui réclamait une rallonge financière. Mais d'ores et déjà un quatrième jeu d'écluses est à l'étude, pour augmenter encore la capacité du canal : « Nous n'arrêtons jamais de penser à comment innover et rénover notre canal, car à partir du moment où l'on s'endort, quelqu'un nous passe devant », explique Jorge Quijano. [...]

Or la santé du canal est vitale pour l'économie du pays, une des plus dynamiques de la région avec une croissance de 8,4 % en 2013. Avec comme principaux clients la Chine et les États-Unis, il rapporte un milliard de dollars par an aux caisses de l'État, 10 % des recettes fiscales. Il représente 6 % du PIB et 10 000 emplois.

AFP, 15 août 2014.

Document 2 : Points de passage stratégiques et grande route des porte-conteneurs

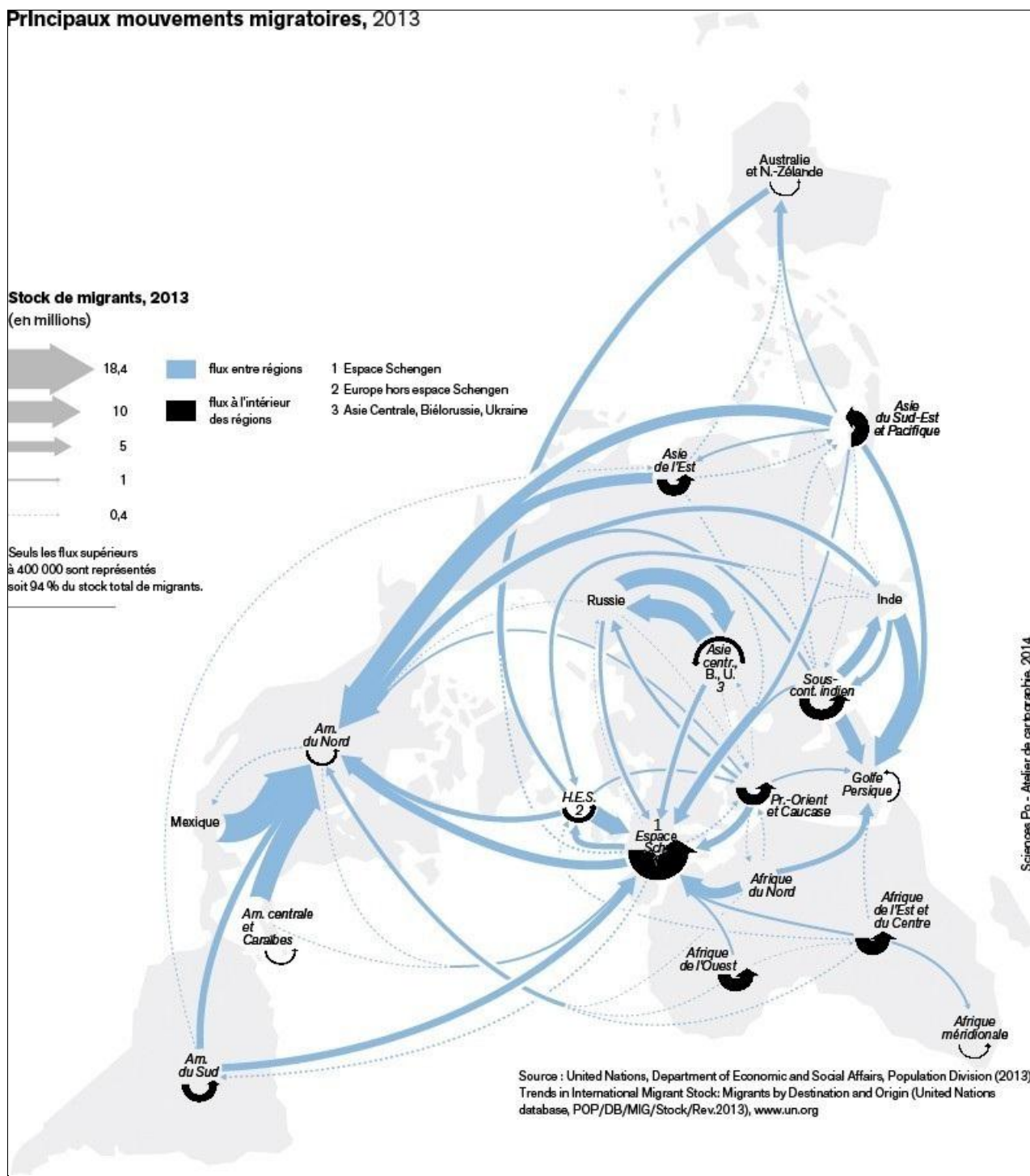


Questions :

1. Relevez, dans le document 1, trois arguments qui justifient l'affirmation : le canal de Panama est un point de passage stratégique de niveau mondial.
2. Comparez le trafic du canal de Panama à celui des autres points de passage stratégiques dans le monde. (Documents 1 et 2)
3. Expliquez la phrase soulignée dans le texte.
4. Décrivez le rôle des points de passage stratégiques des routes maritimes dans la mondialisation. (Documents 1 et 2)

Exercice n°4. Sujet d'étude : Les migrations internationales

Document 1 : Principaux mouvements migratoires en 2013



Source : cartographie.sciences.po.fr, 2013.

Document 2 : « Le Mexique et le train d'enfer des migrants centraméricains »

« La Bête » rugit encore, mais plus pour longtemps. Les migrants centraméricains qui parcourent le Mexique sur le toit de la *Bestia*, le train de marchandises qui relie le sud du Chiapas à la frontière américaine, devront bientôt chercher un autre moyen de transport. Le gouvernement mexicain veut « mettre de l'ordre » dans cette route migratoire ferroviaire, empruntée chaque année au péril de leur vie par des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. « La *Bestia* est un train de marchandises, pas de passagers », affirmait il y a quelques jours le ministre de l'Intérieur, Miguel Angel Osorio Chong. Des opérations policières visant à empêcher les migrants de monter sur les wagons seront bientôt lancées. « Nous ne pouvons plus permettre tous ces risques, toutes ces vies perdues sans que personne ne fasse rien », a-t-il insisté.

Depuis vingt ans, les migrants réalisent ce voyage périlleux. Sur le « train de la mort », autre surnom de la *Bestia*, ils subissent la chaleur, le froid, la soif. Ils s'exposent aux déraillements, aux attaques de criminels qui les séquestrent ou les forcent à travailler pour eux, dans le trafic de drogue notamment. Mais ce que ces passagers de fortune craignent par-dessus tout lors de ces longs trajets, c'est le sommeil qui peut les faire basculer sur les voies. Ces accidents, fréquents, se soldent, au minimum, par la mutilation des dormeurs ou par leur mort. [...]

Les opérations policières pour barrer l'accès au train cibleront plus spécifiquement les États du sud, le Chiapas et le Tabasco, où les Centraméricains se concentrent en grands groupes sur les wagons et aux abords des rails. Les défenseurs des droits de l'homme au Mexique soutiennent l'interdiction, même s'ils sont sceptiques quant à l'effet réel que pourrait avoir cette mesure pour la protection des sans-papiers. L'impossibilité de voyager sur la *Bestia* les placera à la merci des autorités corrompues et les rendra encore plus dépendants des passeurs et des mafias, qui traceront des routes alternatives. Ces six derniers mois, plus de 50 000 mineurs centraméricains non accompagnés ont été interceptés des deux côtés de la frontière américano-mexicaine, une affluence exceptionnelle. L'interdiction de monter sur la Bête est l'une des mesures envisagées par les autorités pour répondre à cette « crise humanitaire ».

Emmanuelle Steels, « Le Mexique et le train d'enfer des migrants centraméricains », *Libération.fr*,
20 août 2014.

Questions :

1. Indiquez trois foyers de départ et trois foyers d'accueil des migrants. (Document 1)
2. Citez un exemple de flux migratoire à l'intérieur d'une région et expliquez-le. (Document 1)
3. Expliquez l'importance de la voie ferroviaire qui traverse le Mexique. (Documents 1 et 2)
4. Relevez et expliquez les deux mesures mises en place pour gérer les flux de migrants au Mexique. (Document 2)